

Déclaration liminaire au CSAL du 11 juillet 2024

M. Le président,

Les résultats du second tour des législatives sont tombés, et la situation parlementaire en résultant est exceptionnelle: 3 forces se partagent l'hémicycle, ouvrant une période d'instabilité dans laquelle le futur gouvernement se verra empêché d'agir et devra trouver des majorités pour légiférer.

La crise politique est totale avec un pays qui sera difficilement gouvernable. La responsabilité des pouvoirs publics successifs est grande d'avoir creusé un océan de sentiment de relégation, d'abandon, de mépris pour les territoires.

Dans cette situation, en tant que citoyen-e-s nous sommes particulièrement inquiet-e-s. En tant qu'agent public nous le sommes tout autant avec l'attente de visibilité d'un nouveau Gouvernement dans cette situation de crise. Les questions sont nombreuses sur le cap gouvernemental possible qui réponde à la situation politique et sociale, mais aussi sur la déclinaison des projets dans les diverses administrations, dont la nôtre.

Face à cette situation, Solidaires Finances Publiques se doit de rester plus que jamais combatif.

Depuis des années Solidaires Finances Publiques alerte des conséquences des politiques gouvernementales en dénonçant entre autres la casse du Service Public et particulièrement celui de la DGFIP, sa déshumanisation avec la dématérialisation à tout prix créant ainsi une population de seconde zone, tant en milieu rural que périurbain, les oubliés de tout.

Plus que jamais, Solidaires Finances Publiques continuera de se mobiliser dans l'unité la plus large pour défendre notre service public, nos missions, nos conditions de travail mais aussi pour que les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité et de progrès social soient de nouveau au cœur de notre société et de notre administration. Nous continuerons d'agir pour que la justice fiscale, la justice sociale et la justice environnementale deviennent enfin une réalité.

Ces combats passeront par le rappel des revendications des personnels de la DGFIP, tant en termes d'amélioration des rémunérations que des conditions d'exercice des missions et de travail, afin que cela devienne une réalité.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, concernant les points à l'ordre du jour et plus précisément, sur le dossier de «la semaine en 4 jours» vous devez de la transparence sur vos choix locaux envisagés. Rien n'est indiqué dans les documents communiqués. Mais sachez d'ores et déjà que ce projet hâtivement initié à la DGFIP nous paraît difficilement applicable dans notre département, si ce n'est la volonté pure et simple de remettre en cause notre règlement intérieur et la particularité de nos horaires obtenus suite à de longues luttes. Pour Solidaires Finances Publiques la semaine en 4 jours vendue comme un progrès social n'est qu'une extension de la journée de travail dégradant toujours plus la vie personnelle des agents les plus vulnérables.

Autre point à l'ordre du jour sur lequel nous souhaitons vous interpellier est le résultat de l'Observatoire interne, pour lequel nous déplorons l'absence de déclinaison locale. Toutefois on peut relever que les résultats nationaux et de la délégation mettent en avant les inquiétudes des agents face à un avenir incertain pour nos missions, nos structures et nos emplois. Inquiétudes sur lesquelles nous vous avons déjà interpellé.

Après le sujet prioritaire des rémunérations, les Risques Psycho-Sociaux demeurent un thème central. Ainsi, les charges de travail dans les services sont toujours aussi lourdes, une forte majorité de répondants n'est pas satisfaite de la charge de travail estimant qu'elle est mal répartie. Les agents se disent fatigués, désabusés et inquiets. Leur motivation dans le travail diminue ne se sentant pas acteurs des changements au sein de leur direction. On ne peut passer sous silence leur grande insatisfaction quant aux possibilités d'avancement ou de promotion, aux propositions de formation, au manque de reconnaissance ou de valorisation.

Monsieur le président, les acquis sociaux n'ont jamais été le fruit du hasard mais ils ont toujours été ceux de la lutte, de la construction d'un rapport de force.

Aussi, nos alertes demeurent plus que jamais d'actualité. Plus que jamais, nous exigeons une DGFIP renforcée, réhumanisée au service de l'intérêt général pour la justice fiscale, sociale et environnementale. Plus que jamais nous continuons de les porter avec détermination pour que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés.

Les élus de Solidaires Finances Publiques